
De Thabo Mbeki à Jacob Zuma
Quelle sera la nouvelle vision
de l'Afrique du Sud ?

Thierry Vircoulon

15 septembre 2009

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L'Ifri associe, à travers ses études et ses débats, et dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au coeur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Le programme "Afrique subsaharienne" est soutenu par :



ISBN : 978-2-86592-615-2
© Tous droits réservés, Ifri, 2009

IFRI
27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 - FRANCE
TÉL. : 33 (0)1 40 61 60 00
FAX: 33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

IFRI-BRUXELLES
RUE MARIE-THÉRÈSE, 21
1000 - BRUXELLES, BELGIQUE
TÉL. : 00 + (32) 2 238 51 10
Email : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Sommaire

INTRODUCTION	2
LE SCRUTIN DE 2009 OU LE CHANGEMENT EN SILENCE	3
L'Afrique du Sud : une démocratie électorale sans histoire.....	3
Changements et continuités de la démocratie monopolistique	5
<i>L'opposition : la transition des anciens aux modernes.....</i>	<i>8</i>
<i>Persistance du vote racial.....</i>	<i>10</i>
LE GOUVERNEMENT ZUMA FACE A UNE AFRIQUE DU SUD CHANGEANTE	12
La montée du mécontentement populaire	12
La montée des oppositions internes et externes	14
<i>Une démocratie à 3 ou à 2 partis ?</i>	<i>14</i>
<i>La poursuite des divisions internes</i>	<i>15</i>
Les prémices de la politique de Jacob Zuma	16
<i>La relance de l'économie sud-africaine.....</i>	<i>17</i>
<i>Mettre fin aux dysfonctionnements de l'État.....</i>	<i>18</i>
CONCLUSION.....	20
ANNEXE	22
<i>Les forces politiques sud-africaines</i>	<i>22</i>
<i>Bibliographie</i>	<i>24</i>

Introduction

Le 22 avril 2009, l'Afrique du Sud a connu son quatrième scrutin national depuis l'avènement de la démocratie en 1994. 23 millions d'électeurs se sont rendus aux urnes et ont choisi, parmi 26 partis, de redonner leur confiance à l'African National Congress (ANC). Comme en 1999 et 2004, cette élection a reconduit l'ANC au pouvoir avec une confortable majorité (65,9 % des suffrages). « Rien de nouveau en Afrique du Sud », pourrait-on rapidement et tranquillement conclure si la continuité de la victoire électorale de l'ANC ne dissimulait des évolutions qui sont autant de défis pour le nouveau gouvernement de Jacob Zuma.

Le scrutin de 2009 ou le changement en silence

L’Afrique du Sud : une démocratie électorale sans histoire

Les élections 2009 se sont déroulées sans anicroche : le temps de la violence politique est bel et bien terminé et le professionnalisme des institutions électorales sud-africaines est, une fois de plus, confirmé.

Environ 400 millions de rands¹ ont été dépensés par les partis, la logistique électorale était assurée par 19 726 bureaux de vote et environ 200 000 agents électoraux. Elle comportait quelques innovations : suite à un recours en justice de l’Alliance démocratique et du Freedom Front², les expatriés ont, pour la première fois, pu voter dans les représentations diplomatiques sud-africaines³ ; à l’intérieur des frontières sud-africaines, les électeurs ont eu le droit de voter en dehors de leur circonscription⁴ ; enfin, pour la première fois, la publicité électorale a fait son apparition à la télévision sud-africaine sous forme de spots. Ces spots n’ont toutefois pas fait preuve d’autant d’agressivité que leurs équivalents américains.

Les problèmes relevés lors de ce scrutin ont été mineurs : en raison de la possibilité de voter en dehors de sa circonscription, certains bureaux de vote ont été à court de bulletins, et les actes de violence ont été très limités. Désormais seules quelques circons-

¹ Les chiffres sont exprimés dans cet article en monnaie locale, la parité oscillant entre 10 et 11 rands pour 1 euro lors de la rédaction de ce texte.

² Jusqu’ici, seules certaines catégories de professionnels expatriés, notamment certaines catégories d’agents de l’État, avaient le droit de voter dans les représentations sud-africaines à l’étranger. Saisie en mars 2009, la Cour constitutionnelle a ouvert le vote à l’ensemble des Sud-Africains à l’étranger enregistrés sur les listes électorales.

³ Le vote des expatriés est souvent un élément de contentieux entre le parti au pouvoir et l’opposition dans la mesure où la diaspora est plus facilement acquise à l’opposition. Rares sont les gouvernements africains qui acceptent la participation électorale hors du territoire national et l’ANC ne faisait pas exception à la règle.

⁴ Dans le système électoral sud-africain, l’élection des députés nationaux et des députés provinciaux a lieu en même temps. Les électeurs élisent donc le gouvernement national et les gouvernements provinciaux avec deux bulletins de vote mais un seul scrutin.

criptions du nord de la province du KwaZulu-Natal (KZN), c'est-à-dire les fiefs de l'Inkatha⁵, se signalent par un besoin de sécurisation spéciale auquel la police et l'armée sud-africaines savent répondre grâce à un dispositif de sécurité bien rôdé pour ces circonstances. De même alors que ces zones étaient considérées comme des « no-go areas » pour l'ANC en 1999, le parti au pouvoir a pu y faire campagne. Les seuls actes de violence constatés ont concerné le meurtre d'un conseiller municipal du Congress of the People (COPE)⁶, lors de la soirée électorale à Port Elisabeth, et le meurtre de militants de l'ANC deux jours plus tard au nord du KZN. Même si ces violences politiques sont regrettables, elles sont sans commune mesure avec les pratiques du passé.

La Commission électorale indépendante (IEC)⁷ n'a eu besoin que de trois jours pour annoncer les résultats officiels et a reçu un *satisfecit* à la fois des électeurs sud-africains (67 % des citoyens lui ont accordé leur confiance) et des 200 observateurs étrangers venus en grande majorité d'Afrique et pour lesquels elle fait figure de modèle. Outre la bonne tenue générale de ce scrutin, son professionnalisme a rendu possible la vague massive d'enregistrement de nouveaux électeurs qui a précédé ce scrutin (plus 2,5 millions d'inscrits par rapport à 2004). Ce regain d'intérêt électoral a d'ailleurs été confirmé le jour du vote avec un taux de participation de 77,3 %, soit 11 points de plus qu'en 2004.

Mises à part les nouvelles « facilités techniques » mentionnées précédemment, cette forte mobilisation électorale résulte d'une campagne aux enjeux inhabituels : changement de président, éventualité d'une révision constitutionnelle, crise du « service delivery », etc. Le premier de ces enjeux était la succession de Thabo Mbeki par la figure controversée de Jacob Zuma et la promesse de changement qu'il incarnait pour les masses africaines. Jacob Zuma est, en effet, devenu le candidat de l'ANC à l'issue d'une lutte de pouvoir féroce à l'intérieur de l'ANC dont l'épilogue fut la destitution de Thabo Mbeki et l'abandon des charges contre Jacob Zuma par le procureur peu avant le vote⁸. Sa candidature pour la présidence n'a laissé personne indifférent : ni les fidèles de Thabo Mbeki – dont certains ont précédé la purge à venir et ont quitté précipitamment l'ANC pour former un parti rival –, ni les townships – qui se sont identifiés à ce « Zulu boy » capable de se faire une place dans l'aristocratie du parti –, ni la communauté blanche – qui s'inquiétait de son populisme et de ses velléités de réformes constitutionnelles. Certaines de ses remarques laissaient présager qu'il n'appréciait ni l'indépendance de la justice ni l'abolition de la peine capitale. Du coup, le seuil des 2/3 des sièges du Parlement – qui permet de déclencher une révision constitution-

⁵ Voir annexe.

⁶ Voir annexe.

⁷ Voir <http://www.elections.org.za/NPEPWStaticReports/Default.aspx>.

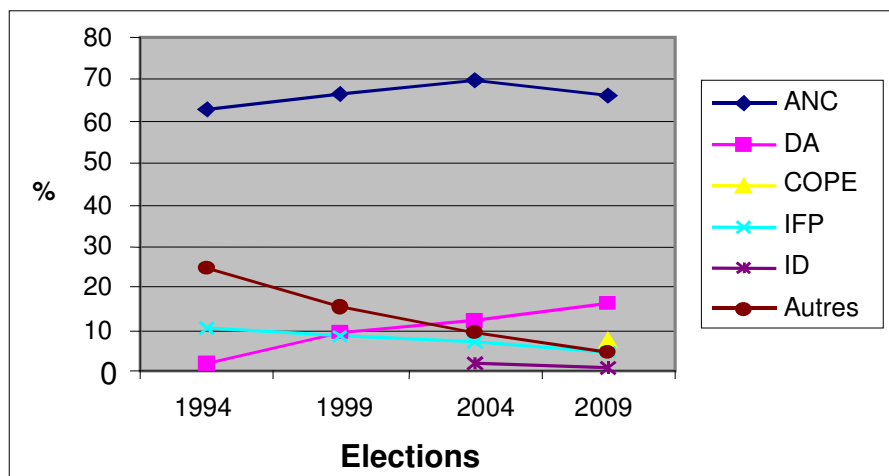
⁸ « The High Price of Political Solutions », *Contretemps*, 27 avril 2009. « He Has Four Wives and He Faced 783 Counts of Corruption », *Daily Mail*, 29 mars 2009.

nelle – s'imposa comme le chiffre à atteindre pour l'ANC et le contre-objectif pour l'opposition. Ainsi, durant la campagne électorale, l'ancien président et prix Nobel, Frederick W. De Klerk, sortit de sa réserve pour défendre la constitution sud-africaine.

Changements et continuités de la démocratie monopolistique

L'élection de 2009 a révélé une démocratie sud-africaine moins monopolistique, en voie de renouvellement de ses forces politiques mais toujours éminemment raciale.

Tableau 1. Élections 1994-2009 : l'ANC, une domination qui fléchit



Source : Commission électorale indépendante

Avec 65,9 % des suffrages, il n'a manqué à l'ANC que trois circonscriptions parlementaires pour atteindre son objectif chiffré des 2/3 des sièges du Parlement – et ce, en dépit d'une mécanique électorale bien huilée et d'un avantage financier considérable. Le coût global de la campagne du parti de Jacob Zuma a été estimé à 200 millions de rands. Grâce à son archi-dominance des scrutins précédents, l'ANC a pu se tailler la part du lion dans les financements publics des partis politiques. Sur les 88 millions rands distribués par l'IEC, l'ANC en a reçus 61 tandis que l'Alliance démocratique en a reçus 10,5 et que le COPE, en raison de sa nouveauté, n'a rien eu⁹.

Le vote ANC connaît un tassement avec une régression nationale de 3,79 %, notamment des pertes de 10 points dans trois provinces (Western Cape, Eastern Cape et Free State). En revanche,

⁹ En Afrique du Sud, le financement public des partis politiques est proportionnel à leurs représentants au Parlement.

au KwaZulu-Natal, le vote ANC fait une percée de 15,97 %. Celle-ci est largement attribuable au capital de sympathie pour un « enfant du pays ». Cette progression électorale en pays zoulou met définitivement fin à la mainmise de l'Inkatha sur le nord rural du KZN. Désormais, l'Inkatha est contestée dans ses derniers fiefs qui, pendant longtemps, étaient des « no-go areas » pour les militants des autres partis. Dans le district de Jozini à la frontière du Swaziland, l'Inkatha avait obtenu 74 % des suffrages en 2004 et l'ANC 21 % ; or, cette année, les deux partis sont à égalité. Cette élection marque le basculement complet du KwaZulu-Natal dans l'orbite de l'ANC, l'Inkatha n'étant plus maintenant que l'ombre d'un parti.

Les gains électoraux du KZN ont été contrebalancés par les pertes dans les autres provinces, et notamment dans l'Eastern Cape. Fief traditionnel de l'ANC, cette province est le lieu d'origine de la plupart des grandes familles du parti d'origine xhosa (les Sisulus, les Tambos, les Mbekis, etc.). Le recul électoral constaté y est donc à la fois très révélateur et très observé par les états-majors politiques. Surtout prononcé dans les zones urbaines (dans la municipalité de Nelson Mandela Bay, l'ANC est passé de 70 % à 50 % des votes), ce recul a bénéficié au COPE et est l'expression du clivage xhosa/zulu, de l'influence des fidèles de Thabo Mbeki et du mécontentement populaire qui sourd d'une des provinces à la fois les plus pauvres du pays et les plus dysfonctionnelles en termes de gouvernance publique depuis de nombreuses années (détérioration des services publics de santé et d'éducation, affaires de corruption à répétition, rivalités politiques internes, etc.)

Tableau 2. Résultats de l'ANC par province

Provinces	Score 2004 (%)	Score 2009 (%)	Différentiel
Eastern Cape	79,27	68,82	- 10,45
Free State	81,78	71,10	-10,68
Gauteng	68,4	64,04	-4,36
KZN*	46,98	62,95	+15,97
Limpopo	89,18	84,88	-4,3
Mpumalanga	86,3	85,55	-0,75
North West	80,71	72,89	-7,82
Northern Cape	68,83	60,75	-8,08
Western Cape	45,25	31,55	- 13,7

Note : * Province du KwaZulu Natal.

Source : Commission Electorale Indépendante

En 2009, pour beaucoup de Sud-Africains non originaires du KwaZulu-Natal, le vote ANC est surtout un vote de fidélité. La liste des déceptions après 15 ans de gouvernement ANC (chômage, corruption, sida, détérioration des services publics, crise énergétique,

etc.) est longue. Les mouvements populaires de protestation n'ont d'ailleurs pas manqué au cours de la campagne électorale, qu'il s'agisse du Landless People Movement¹⁰ qui agite le slogan « no land no house no vote », des taxis opposés à la réforme des transports publics urbains, du personnel médical, etc. Le jour de l'élection, une manifestation était organisée à Alexandra, l'un des grands townships de Johannesburg. Dès la première semaine post-électorale, c'était au tour de la population de Khayelitsha – autre grand township mais dans la ville du Cap – de manifester contre le manque de logements. En pleine campagne, l'ANC a répondu à ces pressions populaires pour une « better life for all »¹¹ par une surenchère de promesses et une approche résolument populiste. Afin de s'imposer comme le leader des masses populaires africaines, Jacob Zuma a fait une campagne de proximité qui consistait à centrer son programme sur les problèmes sociaux des masses africaines (emploi, terre, éducation, santé et criminalité) et à rencontrer les fractions les plus pauvres de l'électorat de l'ANC (visites dans les townships et les zones rurales déshéritées).

Mais au-delà de l'image de leader populaire charismatique – c'est-à-dire d'anti-Mbeki – qu'a projetée Jacob Zuma, c'est surtout la fidélité au parti de la lutte anti-apartheid qui lui a assuré une confortable majorité. À la sortie des bureaux de vote, les déclarations de loyauté des électeurs n'ont pas manqué : « I'm an ANC man till the day I die », « I don't care who the candidate is as long as he is ANC », « I'm voting for Mandela », etc¹². À ce titre, même l'intelligentsia de gauche, qui éprouve un grand ressentiment contre l'ANC et fait publiquement le procès du parti depuis plusieurs années, reconnaît qu'elle n'est pas encore dans une logique de rupture. Cette intelligentsia demeure aussi un électorat de mémoire. Avant chaque nouvelle période électorale, la Congress of South African Trade Unions (COSATU)¹³ et le parti communiste « agitent » toujours l'idée d'une rupture avec l'ANC – pour mieux confirmer leur engagement à ses côtés durant la campagne électorale. Malgré leurs virulentes critiques, les organisations de la société civile ne se reconnaissent pas ailleurs que dans le parti de Nelson Mandela¹⁴. Cette histoire de haine et d'amour qu'est l'alliance COSATU-SACP¹⁵-ANC est similaire à celle d'un vieux couple qui se déchire sans être capable de se quitter.

¹⁰ Mouvement des gens sans terre.

¹¹ « better life for all » est le slogan électoral de l'ANC depuis 1994.

¹² Entretien avec l'auteur, Afrique du Sud, Le Cap, 22 avril 2009.

¹³ Voir annexe.

¹⁴ Zackie Achmat, un des activistes les plus connus d'Afrique du Sud pour son combat contre la politique gouvernementale sur le sida, a mis à nu cette contradiction en signant un article dans le *Mail&Guardian* quelques jours avant le suffrage dans lequel il énumérait les erreurs de l'ANC et concluait qu'il voterait pourtant de nouveau pour le parti de la libération.

¹⁵ South African Communist Party, voir annexe.

L'opposition : la transition des anciens aux modernes

La nouvelle opposition qui émerge assiste à l'agonie silencieuse de l'ancienne. L'élection 2009 indique clairement qu'une page se tourne. Après 15 ans de démocratie, les résidus politiques de l'apartheid – l'Inkatha, l'United Democratic Movement (UDM), le Pan Africanist Congress (PAC), l'Azanian People's Organisation (AZAPO)¹⁶ – voient leur niche électorale disparaître. N'ayant jamais pu s'adapter à la nouvelle donne politique, ces partis survivaient grâce à un effet d'inertie électorale. Après le sabotage volontaire du « Nouveau » Parti national en 2004¹⁷, c'est au tour des autres reliques politiques d'être effacées progressivement du paysage politique. L'Inkatha est passé de 7 % à 4,55 % des suffrages de 2004 à 2009 et l'UDM est en chute libre constante (3,42 % en 1999, 2,28 % en 2004 et 0,92 % en 2009). Bien qu'âgé de 81 ans et à la tête de l'Inkhata depuis 34 ans, Mangosuthu Buthelezi n'a toujours pas désigné de successeur et tient à conserver les rênes de son parti qui ne se renouvelle pas. Ce mouvement n'est jamais parvenu à rompre son image de « parti zoulou » malgré une campagne électorale qui se voulait nationale. L'héritage politique de l'apartheid est définitivement soldé au profit d'une nouvelle opposition.

Une autre opposition est, en effet, dans une dynamique de croissance : l'Alliance démocratique dirigée par Helen Zille connaît une progression électorale qui ne se dément pas et le dernier né des formations d'opposition, le COPE, a réalisé un score très honorable compte tenu de sa jeunesse. En passant de 12,5 % à 16,66 % des suffrages entre 2004 et 2009, l'Alliance démocratique confirme son statut de premier parti d'opposition. Pour sa première échéance électorale, le COPE atteint 7,42 % des voix, ce qui lui permet de se classer à la troisième place au niveau national et de représenter la seconde force au sein de l'opposition.

Entre 2004 et 2009, l'Alliance démocratique a gagné environ un million d'électeurs. Non content d'être le premier parti d'opposition au Parlement, elle confirme sa mainmise sur la province du Western Cape. Les résultats dans cette partie du pays – inhabituels – ont confirmé son statut de province rebelle¹⁸ (51,4 % des votes contre 31,5 % pour l'ANC). Ils résultent de la sociologie originale de la province (les Métis y sont majoritaires et représentent 53 % du corps électoral). Mais cette force est en même temps sa faiblesse. Si cette croissance s'est faite surtout dans le Western Cape, qui assure au parti un fief – comme le KZN l'était pour l'Inkatha il y a quelques années –, elle constitue aussi une frontière politique naturelle difficile à franchir – comme pour l'Inkatha. De plus, la progression s'est aussi faite aux dépens des autres partis d'opposition. L'Alliance

¹⁶ Voir annexe.

¹⁷ La principale formation politique afrikaner.

¹⁸ L'administration provinciale et la municipalité du Cap sont aux mains de l'opposition, au moins jusqu'aux élections municipales de 2011

démocratique conforte sa réputation de parti anthropophage qui « mange » les autres partis d'opposition. Ce fut d'abord l'électorat afrikaner du Parti national, puis l'électorat métis des Démocrates indépendants. Ainsi les Démocrates indépendants ont perdu 65 % de leur électorat. L'ANC subit aussi une perte de terrain au sein des communautés métisses. Pour l'Alliance démocratique, les velléités de révision constitutionnelle du candidat de l'ANC ont suscité une contre-mobilisation efficace car elles ont donné le sentiment qu'une certaine Afrique du Sud était en jeu. Pour les minorités, porter atteinte au pacte constitutionnel de 1994 consiste à remettre en cause les fondations d'une coexistence pacifique des différents groupes raciaux. Après les attaques de l'ANC contre le pouvoir judiciaire, laissant entendre son opposition à un « gouvernement des juges » – critique qui vise l'indépendance de la Cour Constitutionnelle –, l'Alliance démocratique a immédiatement durci le ton de sa campagne (« Stop Zuma »). Ce durcissement de ton lui a permis de se poser comme le meilleur défenseur de cette démocratie constitutionnaliste qu'est l'Afrique du Sud mais lui a aussi aliéné les quelques votes qu'elle pouvait espérer dans une majorité africaine, toujours très sensible à la personnalisation des attaques. Le Western Cape étant la province où les minorités (Métis et Blancs) sont majoritaires, l'Alliance démocratique y a consolidé son emprise politique.

Création très récente, voire création de dernière minute selon ses détracteurs, le COPE a réalisé une percée remarquable et remarquable. Formé par un triumvirat d'anciens responsables de l'ANC (Mluleki George, ex-vice-ministre de la Défense, Mbhazima Shilowa, ex-Premier de la province du Gauteng et Mosiuoa Lekota, ex-ministre de la Défense), le COPE est le produit direct de la lutte interne entre les fidèles de Thabo Mbeki et de Jacob Zuma¹⁹. Son apparition en décembre 2008 a suivi de peu la destitution de Thabo Mbeki (septembre 2008) et il a été vite peuplé de proches de l'ancien président²⁰, même si celui-ci s'est défendu d'être à l'origine de cette initiative. Résultat d'une scission de l'ANC, ce parti n'a donc guère eu le temps d'asseoir sa présence sur le terrain, notamment dans les townships. Il ne disposait pas non plus d'une grande capacité financière. Son budget de campagne, formé uniquement de donations privées, n'aurait pas dépassé 20 millions de rands, dix fois moins que celui de l'ANC. Si l'on compare ses résultats à ses moyens, le COPE a donc fait un début prometteur en attirant 1,2 million d'électeurs. S'il est nationalement le second parti d'opposition, il est le premier parti d'opposition dans 4 provinces sur 9 (Eastern Cape, Limpopo, North West et Northern Cape). Il convient de se rappeler que, lors de sa première élection en 1999, l'UDM n'atteignait que 3,42 % des votes

¹⁹ Dans le Northern Cape, une bonne partie de l'état-major provincial de l'ANC est passé directement au COPE.

²⁰ Tels que Saki Macozoma (homme d'affaires), Phumzile Mlambo-Ngucka (ex vice-présidente), Philip Dexter (syndicaliste et homme d'affaires), Smuts Ngonyama (ex-conseiller à la présidence), etc.

et n'était le premier parti d'opposition que dans deux provinces (Eastern Cape et Limpopo). Dans les 4 provinces précédemment citées, le report des voix des mécontents s'est effectué au profit du COPE et non de l'Alliance démocratique²¹, démontrant la capacité de ce nouveau venu de la politique sud-africaine à séduire un électorat africain déçu par l'ANC.

Persistance du vote racial

La nouvelle opposition émerge et se conforte dans un paysage électoral qui reste racialement identique. En 2009 comme en 2004 et en 1999, les Africains votent majoritairement pour l'ANC tandis que les minorités continuent à voter résolument pour l'opposition. À titre d'exemple, au Cap, les townships africains (Philippi, Khayelitsha, Nyanga, etc.) ont voté pour l'ANC dans des proportions de 80 % tandis que les townships métisses (Grassy Park, Lavender Hill, Lotus River, Mitchell's Plain, etc.) et les quartiers blancs (Wynberg, Claremont, Observatory, Kenilworth, etc.) votaient pour l'Alliance démocratique à peu près dans les mêmes proportions. Durant la campagne, les instituts de sondage sud-africains avaient recherché un éventuel « effet Obama » dans l'électorat sud-africain, mais l'idée que l'élection d'un président métis pourrait convaincre l'électorat sud-africain blanc ou métis de voter pour l'ANC a été contredite par les urnes. La persistance du vote racial est une constante électorale qui a été soulignée par l'ex-président Kgalema Motlanthe lors du traditionnel discours post-électoral à Durban : « Voting patterns in 2009 national poll disturbingly reflected our old divided past ; which only goes to show that more work still needs to be done to de-racialise our society in all its essentials ».

Au-delà des recompositions et repositionnements politiques, la permanence de la démocratie sud-africaine est à rechercher dans la corrélation très forte entre la composition raciale de l'électorat et les votes. En dépit de toutes les tentatives de dépasser le clivage racial en politique, celui-ci résiste et le prouve encore avec le scrutin 2009.

En outre, l'Afrique du Sud connaît un cycle électoral qui témoigne de la fin progressive de la démocratie monopolistique :

- 1994 : élections fondant la nouvelle Afrique du Sud
- 1999 : élections du changement de politique de l'ANC
- 2004 : élections de la domination de Thabo Mbeki et du parti

²¹ Par exemple, dans l'Eastern Cape où l'ANC a perdu 10 points, le COPE a atteint 13,67% et l'Alliance démocratique seulement 9,9% des suffrages.

- 2009 : élections du début du changement : changement de leader et changement dans l'ultra domination de l'ANC
- 2014 : élections du défi ?

Le gouvernement Zuma face à une Afrique du Sud changeante

La montée du mécontentement populaire

Malgré la réussite de sa campagne électorale, Jacob Zuma n'aura pas eu droit à « l'état de grâce » traditionnel. Comme signalé précédemment, la pression sociale n'a cessé ni durant la campagne ni après. Les mouvements de contestation sociale post-apartheid s'amplifient au fil du temps. Le gouvernement Zuma doit faire face aux problèmes de gouvernance structurels amplifiés par l'impact de la récession économique mondiale. L'Afrique du Sud n'a pas immédiatement ressenti les effets de la récession en 2008 grâce à sa faible exposition aux turbulences financières venues des États-Unis mais c'est en tant qu'exportateur qu'elle subit la crise économique mondiale. La chute de la demande mondiale impacte sévèrement une industrie sud-africaine très orientée vers l'export : 17 000 suppressions d'emplois ont été annoncées dans la seule industrie automobile et le syndicat des mineurs prévoit entre 20 000 et 50 000 licenciements cette année : 10 000 licenciements sont annoncés chez Anglo Platinum, et Pamodzi Gold, qui opère quatre mines d'or, est la première compagnie minière victime de la crise à être actuellement en liquidation²². Environ 60 000 emplois ont été supprimés entre juin 2008 et février 2009. En Afrique du Sud, la crise mondiale amplifie un chômage structurel de grande ampleur. Durant le premier trimestre 2009, le taux de chômage est passé de 21,9 % à 23,5 % de la population active.

Outre le chômage, le mécontentement populaire est aussi alimenté par l'incapacité des autorités publiques à satisfaire des besoins sociaux considérables – ce qu'on appelle en Afrique du Sud la crise du « service delivery ». Les principaux besoins sociaux (logement, santé et éducation) restent insatisfaits dans les townships et

²² Première société minière à s'effondrer, Pamodzi Gold est au centre des convoitises entre des groupes miniers sud-africains et des investisseurs chinois. Un financement de sauvetage par le China Africa Development Fund est évoqué par la direction de Pamodzi Gold.

les zones rurales, à la fois par manque d'expertise et de financement. En termes d'indice de développement humain, l'Afrique du Sud est passée de la 89^e position en 1998 à la 125^e en 2008²³.

La politique du logement est un cas exemplaire : 2,6 millions de logements sociaux ont été construits depuis 1994 mais pourtant la demande ne cesse de croître et les bidonvilles également (plus de 200 recensés dans la province du Gauteng). En dépit d'une politique ambitieuse de logements subventionnés²⁴, le déficit de logements est estimé à 2,4 millions. La résorption de la thématique de personnes mal-logées est impossible à court, voire à moyen, terme. Cette urbanisation de la pauvreté s'explique par la combinaison des dynamiques démographique, de la recherche d'emplois et de l'immigration qui drainent vers les villes des flux croissants de population. Entre 1996 et 2001, les villes sud-africaines ont connu une croissance de 10 %.

En matière de santé et d'éducation, les problèmes se posent moins en termes quantitatifs qu'en termes qualitatifs. La déracialisation du système éducatif s'est accompagnée d'une sélection des écoles et des élèves par l'argent et d'une baisse générale de la qualité de l'enseignement. Il en est de même dans le secteur public de la santé où la pénurie de personnel médical se fait sentir et où la qualité des soins est aussi en baisse, alors que le sida et la tuberculose continuent à peser sur la population sud-africaine (5,5 millions de personnes sont séropositives).

Le chômage, l'afflux d'une main-d'œuvre zimbabwéenne prête à travailler en dessous du salaire minimum et l'insatisfaction de la population vis-à-vis des performances sociales des autorités se cumulent pour produire un contexte social délétère qu'avaient déjà révélé les violences xénophobes de l'année passée²⁵. En 2008, environ 2 000 mouvements de protestation contre la crise du « service delivery » ont été enregistrés et, au vu des dernières manifestations, il est douteux que la COSATU puisse « gérer » longtemps le mécontentement social de la base qui s'exprime de manière spontanée. Dès l'élection, plusieurs segments de la fonction publique sud-africaine ont lancé des actions de protestation pour obtenir des augmentations salariales (employés municipaux, personnel médical, etc.). Les ouvriers construisant les infrastructures de la coupe du monde de football de 2010 leur emboîtaient le pas. De leur côté, les taxis s'opposaient à un des projets phares du gouvernement – le nouveau système de transports publics urbains dénommé « Bus

²³ Sur 49 millions d'habitants, l'Afrique du Sud compte 4,2 millions de personnes vivant avec moins de 1 \$ par jour. Toutes les analyses confirment un accroissement des inégalités en même temps qu'une hausse des bénéficiaires de l'aide sociale.

²⁴ 20 % de la population bénéficient d'un logement social, tandis que ceux qui vivent dans un « shack » (cabane, bidonville) sont passés de 16 % à 14,4% entre 1994 et 2007

²⁵ En 2008, des chasses à l'étranger avaient été organisées dans certains townships, aboutissant à la mort d'une soixantaine d'entre eux.

Rapid Transit System ». La tension sociale s'est même étendue à l'armée. Une manifestation de militaires mécontents de leur salaire a tourné à l'affrontement avec la police à Pretoria au mois d'août et abouti à la suspension de plusieurs milliers d'entre eux²⁶.

Cette absence de lune de miel entre l'ANC et son électorat se double d'une montée en puissance des oppositions politiques.

La montée des oppositions internes et externes

Alors que les prochaines élections municipales de 2011 sont déjà dans tous les esprits, la configuration politique devient moins favorable à une ANC qui passe de la sur-dominance à la domination.

Une démocratie à 3 ou à 2 partis ?

L'Alliance démocratique est solidement implantée dans la province du Western Cape et s'est installée dans le rôle institutionnel de premier parti d'opposition. Mais, en dépit de sa croissance, elle peine à briser la barrière raciale et à être autre chose que le mouvement politique de minorités blanche, métisse et indienne. Enfermée dans les frontières raciales de la psyché sud-africaine, l'Alliance démocratique risque fort de rester confinée aux frontières du Western Cape. En revanche, le COPE a confirmé son potentiel : actuellement, c'est le seul parti capable de chasser sur les terres électorales de l'ANC, c'est-à-dire dans la majorité africaine. Le vrai potentiel de croissance se trouve donc du côté du COPE, ce qui fait de lui un dangereux concurrent pour le parti au pouvoir. Cependant, la question de sa viabilité reste posée. Nouveau venu de la politique sud-africaine, le COPE est confronté au défi de l'institutionnalisation : se structurer, consolider ses financements et développer une présence durable sur le terrain. Ainsi, il connaît des turbulences postélectorales : la dissidence de sa branche de l'Eastern Cape, qui a pris parti contre Mosiuoa Lekota, révèle un combat d'égos entre Mbhazima Shilowa et Mosiuoa Lekota²⁷. Certains de ses membres font aussi l'objet de démarchage de la part de l'ANC. Par conséquent, sa cohésion est

²⁶ En Afrique du Sud, l'armée dispose du droit syndical mais pas du droit de grève. Ces heurts entre policiers et militaires ont donné une piètre image de l'Afrique du Sud et ont été accompagnés de rumeurs d'insubordination. Le Conseil des Églises sud-africaines a proposé sa médiation entre le gouvernement et les syndicats militaires.

²⁷ Mbhazima Shilowa et Mosiuoa Lekota sont tous deux des anciens dirigeants de l'ANC provenant d'horizons différents. Ancien syndicaliste, Mbhazima Shilowa a été un des dirigeants du COSATU avant d'être nommé Premier du Gauteng par Thabo Mbeki et de réussir à gérer la plus riche et la plus difficile province du pays. Mosiuoa Lekota est issu des rangs de l'opposition intérieure à l'apartheid (l'United Democratic Front) et a été nommé Premier de sa province, le Free State, en 1994. Il a ensuite été successivement sénateur, puis ministre de la Défense.

déjà mise à l'épreuve. S'il parvient à surmonter le triple défi de l'organisation, du financement et de la cohérence interne, le COPE pourrait bouleverser l'équation politique sud-africaine et être l'alternative politique des Africains désenchantés. Au lieu d'être un face-à-face entre l'ANC et l'Alliance démocratique, la démocratie sud-africaine verrait alors se structurer une opposition africaine sur la droite de l'ANC.

La poursuite des divisions internes

La fin de la « thabocratie » ne signifie pas la fin des divisions de l'ANC. Les tensions entre les différentes tendances de l'ANC et au sein de l'alliance COSATU/SACP/ANC sont loin d'être résorbées par l'élection d'un président charismatique.

Les fidèles de Thabo Mbeki ne constituent plus un risque pour le nouveau président. Ceux qui sont restés dans l'ANC ont fait allégeance au nouveau maître de Luthuli House²⁸ et les autres ont rompu avec le parti pour former le COPE. Le problème réside moins dans la « succession Mbeki » que dans les continues rivalités qui caractérisent l'ANC au niveau provincial. Ces querelles internes aboutissent à une compétition déstabilisatrice pour les gouvernements provinciaux, voire franchement autodestructrice, comme l'a démontré la crise de l'ANC dans le Western Cape. La branche provinciale est travaillée par de très fortes tensions internes qui se sont traduites par l'éviction du Premier²⁹ Ebrahim Rasool par une faction rivale. La désorganisation résultant de ces querelles internes a empêché le parti de désigner un candidat pour le poste de Premier et une élection partielle a été perdue. Dans l'Eastern Cape, la direction du parti est l'enjeu d'une lutte de factions entre Mcebisi Jonas (ministre des finances provincial) et Phumulo Masualle (ministre provincial de la santé). Du fait de rivalités intestines, le North West et le Free State ont un leadership ANC instable et l'intervention conciliatrice des plus hautes instances du parti a été inévitable à plusieurs reprises. Le Free State a, par exemple, vu se succéder cinq Premiers, dont Mosiuoa Lekota qui fut élu en 1994 mais qui n'a pas pu finir son mandat à la tête de cette province querelleuse. À ces compétitions intra-ANC s'ajoute la persistance de la dialectique tendue avec l'aile gauche de l'alliance.

Au sein de l'alliance, la COSATU et le SACP continuent à faire sentir « leur différence » et rappellent au nouveau président qu'ils ont pesé de tout leur poids en sa faveur lors de la lutte avec Thabo Mbeki. Se posant comme défenseur de l'emploi face à la crise, la COSATU plaide en faveur d'une politique économique interventionniste incarnée par la protection du marché intérieur et un « developmental State » simplifié. La centrale syndicale évoque régulièrement la trop grande complexité de l'architecture administrative du pays et

²⁸ Nom de l'immeuble qui abrite le siège de l'ANC à Johannesburg.

²⁹ Le Premier est le gouverneur de la province.

propose la suppression des provinces. Elle agite le spectre des mouvements populaires de 1973 et 1976 qui avaient vu la révolte émerger de la base et surprendre le leadership de l'ANC. Afin d'exercer une pression sur l'ANC, elle n'hésite pas à faire publiquement le procès du parti en l'accusant de se transformer en « bourgeoisie compradore » et d'être gagnée par la corruption. Pour le secrétaire général de la COSATU, Zwelinzima Vavi : « the tender is the new enemy of our movement, not the Congress of the People or Helen Zille's Democratic Alliance. It is crass materialism which is the most formidable enemy that we must confront and defeat³⁰ ». En même temps, bien qu'ayant des ministres dans le gouvernement de Jacob Zuma, le SACP conserve son droit de critique. Il demande, par exemple, une réduction des agences publiques. Celles-ci ont proliféré et sont maintenant au nombre de 120 alors que le gouvernement a annoncé la création d'une « Border Management Agency ». Contrairement à l'ANC, le SACP et la COSATU estiment que l'alliance définit les politiques et que le gouvernement n'a qu'un rôle de mise en œuvre.

Les prémices de la politique de Jacob Zuma

Avec un électorat qui est passé de l'ère du doute à celle de la manifestation, un début de structuration d'une opposition africaine et la politique de harcèlement de l'aile gauche de l'alliance, la marge de manœuvre de Jacob Zuma paraît limitée. Face à la croissance lente mais régulière de l'opposition, l'ANC médite le sort de l'Inkatha. La leçon de ce parti à la tête du KwaZulu Natal pendant 10 ans est que l'affiliation ethnique et le symbolisme politique ne suffisent pas à convaincre les électeurs pauvres. Il faut aussi et surtout améliorer leur situation. Très significativement, avant même son investiture et pour faire sa première apparition publique, Jacob Zuma s'est rendu dans l'Eastern Cape, une des provinces les plus pauvres du pays, frappée de plein fouet par la crise économique et sensible aux sirènes du COPE. Dans ce qui est désormais pour l'ANC un fief contesté, le nouveau président a réitéré son engagement pour la relance de l'économie et l'amélioration des services publics, signifiant implicitement qu'à l'inverse de son prédécesseur les problèmes intérieurs seront prioritaires³¹.

³⁰ « Greed will destroy the ANC », *Sunday Times*, Afrique du Sud, 23 août 2009.

³¹ Jacob Zuma ne sera pas le président diplomate qu'a été Thabo Mbeki. Comme il se doit, ses deux premières visites officielles ont été africaines (Angola et Zimbabwe). La première fut placée sous le signe de la réconciliation et des relations économiques et la seconde sous le signe de la médiation pour l'application de l'accord politique global.

La relance de l'économie sud-africaine

S'inscrivant dans le mouvement international, les autorités sud-africaines ont élaboré un programme de relance par les infrastructures de 787 milliards de rands tandis que la banque centrale a relâché quelque peu la politique monétaire. Sous le coup de ce programme de relance, le déficit budgétaire pourrait passer de 4 % à 7 %. Sont notamment inclus dans ce programme de relance :

- la construction de nouvelles centrales énergétiques : confrontée à une grave crise énergétique, l'Afrique du Sud doit impérativement faire des investissements de rattrapage et augmenter sa capacité de production d'électricité. Elle prévoit l'expansion de son parc de centrales à charbon (construction d'une centrale géante dans la province du Limpopo pour un coût de 100 milliards de rands³² et d'autres unités dans le Mpumalanga pour un coût de 140 milliards) ainsi que le développement de la production nucléaire.
- la construction d'un nouvel aéroport à Durban et l'amélioration des aéroports existants pour 2010 : l'Acsa, la compagnie publique en charge des aéroports, a un programme de développement des infrastructures aéroportuaires de 16 milliards de rands.
- la recapitalisation de nombreuses structures publiques en difficulté financière : Denel, la société publique d'armement, a obtenu une injection de 3,5 milliards de rands du gouvernement et a stabilisé ses pertes (de 307 à 242 millions de rands entre 2007 et 2008) ; la Land Bank, qui a été placée sous la tutelle du ministère des Finances, a aussi bénéficié d'un soutien financier de l'État.
- l'aide d'urgence pour les entreprises industrielles en difficulté (6 milliards de l'Industrial Development Corporation) et les subventions à l'emploi (le programme des chantiers publics communautaires devrait créer 4 millions d'emplois d'ici 2014 et 2,4 milliards de rands sont prévus pour le développement de la formation continue).
- le renouveau des villes secondaires : l'État entend investir dans la revitalisation des villes en zone rurale afin de contrer l'exode vers les métropoles et la municipalité de Giyani dans la province du Limpopo sera la première à expérimenter ce programme.

³² Une fois achevée en 2015, la centrale Medupi à Lephalale devrait être la 4^e plus grande centrale à charbon du monde.

Mettre fin aux dysfonctionnements de l'État

La fourniture de services sociaux aux pauvres stagne et même régresse dans certains cas. Loin d'être une plainte des Blancs, cette plainte vient des townships où le mécontentement social gronde et peut facilement prendre une forme violente, comme l'ont montré les attaques xénophobes de 2008. L'État sud-africain donne l'impression d'être une machine sérieusement grippée, dont la productivité est en baisse et qui est gangrenée par une corruption croissante. La dégradation très sérieuse des services publics (notamment sociaux), la crise énergétique, les dysfonctionnements du *Home Affairs* et les pertes de la Land Bank témoignent d'une gouvernance publique en difficulté. Faute d'investissements de capacité il y a dix ans, une crise énergétique frappe le pays depuis deux ans et constitue la manifestation la plus dommageable pour l'économie – des mines et des usines ont dû suspendre leurs activités – et la plus évidente pour les citoyens des erreurs de la gouvernance de l'ANC. Après la découverte des pertes financières de la Land Bank, la tutelle de celle-ci est passée du ministère de l'Agriculture à celui des Finances et plusieurs enquêtes judiciaires ont été déclenchées. La Grande-Bretagne a réintroduit l'obligation de visa pour les citoyens sud-africains suite à la multiplication des cas de corruption au Home Affairs sud-africain. Il existe, en outre, toute une série de rapports sur la corruption dans la sphère publique (rapport Pillay sur la gestion de l'Eastern Cape³³, rapport Donen sur l'*Oilgate*³⁴, etc.).

Jacob Zuma a promis d'enrayer la détérioration des services publics en prônant la chasse aux fonctionnaires indécents, la centralisation et l'évaluation. Le nouveau président a déjà commencé à centraliser les leviers de décision à Union Buildings³⁵ : une commission de la planification et une commission de l'évaluation ont été créées au sein de la présidence et confiées chacune à des poids lourds politiques (Trevor Manuel et Colins Chabane). Alors que la première doit garantir une cohérence optimale de la politique gouvernementale, la seconde doit jouer un rôle majeur dans la définition, le financement et la correction des politiques publiques. Par ailleurs, les dérives observées dans les administrations (absentéisme, détournements de fonds) ne doivent plus être tolérées et des consignes de rigueur ont été données au gouvernement. Pour donner l'exemple, la ministre de la Défense qui a été prise en faute par les médias dans un hôtel de luxe du KZN a été sermonnée par le président.

³³ Conçu durant la présidence de Thabo Mbeki, le rapport Pillay concerne la corruption dans le gouvernement provincial de l'Eastern Cape. Il a mis à jour les pratiques déviantes de l'administration provinciale et impliqué plusieurs personnalités politiques provinciales.

³⁴ Le rapport Donen a été élaboré durant la présidence de Thabo Mbeki et concerne l'implication de personnalités de l'ANC dans le scandale du programme des Nations unies en Irak « oil for food ». Ce rapport révèle le paiement de pots de vin en échange des contrats d'approvisionnement pour l'Irak.

³⁵ Siège du gouvernement sud-africain à Pretoria.

Toutefois, il n'est pas certain que le nouveau gouvernement puisse remettre en cause des politiques qui sont des « échecs structurels », ni qu'il ait une légitimité suffisante pour mener la lutte contre la corruption. À titre d'exemple, l'ANC ne peut pas se permettre le coût politique d'un changement de cap en matière de réforme foncière alors que celle-ci n'a pas donné naissance à une agriculture commerciale africaine et qu'elle a eu un impact négatif sur la production agricole dans plusieurs régions. Le ministère de l'Agriculture a même commencé à reprendre possession de certaines fermes qui avaient été « redistribuées » et qui étaient laissées à l'abandon³⁶. Dans le programme électoral de l'ANC, l'objectif de redistribution des terres demeure inchangé et toujours aussi irréaliste alors que les erreurs de cette politique sont connues (absence de soutien financier et technique pour les fermiers émergents, coût exorbitant du principe « willing seller-willing buyer », mégestion de la Land Bank). Par ailleurs, en raison de la saga judiciaire qui a précédé l'investiture de Jacob Zuma et qui impliquait un homme d'affaires indien, les affaires de corruption concernant l'ANC au KZN font l'objet d'une attention renouvelée : le centre du pouvoir de Jacob Zuma ainsi que ses fidèles (comme S'bu Ndebele qui est accusé d'avoir accordé des contrats publics en tant que ministre provincial sans passations de marchés) risquent d'être mis en cause – ce qui réduira significativement la légitimité des efforts anti-corruption du gouvernement. Contrairement aux promesses de campagne électorale, il ne semble pas y avoir de solution magique pour mettre fin aux dysfonctionnements de l'État sud-africain qui ont maintenant pris une ampleur structurelle.

³⁶ Voir N. Andrew, *Reforming South Africa's land system: the conflict that refuses to go away*, Paris, Ifri, « Note de l'Ifri », décembre 2008.

Conclusion

Contrairement aux attentes des uns et aux craintes des autres, Jacob Zuma n'a pris ni le virage socialiste ni le virage anti-constitutionnaliste annoncés durant sa campagne électorale. Loin de mettre le cap à gauche et de se muer en Lula ou Evo Morales sud-africain, Jacob Zuma se garde bien de prôner la redistribution des richesses en période de récession et a composé un gouvernement d'équilibre. Outre ses fidèles, on y trouve d'éminents représentants du SACP et de la COSATU (Blade Nzimande, Jeremy Cronin, Ebrahim Patel, Rob Davies, etc.) mais aussi bon nombre de ministres de Thabo Mbeki, reconduits pour un troisième mandat (Lindiwe Sisulu, Trevor Manuel, Nkosazana Dlamini-Zuma, Marthinus van Schalkwyk, Jeff Radebe, Membathisi Mdladlana, etc.). Sa prudence est notable dans le secteur économique où les postes clés restent aux mains des tenants d'une gestion pro-business : Trevor Manuel, très apprécié par les milieux d'affaires, a cédé sa place au directeur des impôts, Pravin Gordhan, et Tito Mboweni, le gouverneur de la banque centrale, a cédé sa place à Gill Marcus, également très bien vue des milieux d'affaires. De ce point de vue, Jacob Zuma semble s'inscrire dans la continuité de Thabo Mbeki. Il compte sur l'auto-neutralisation des contraires politiques au sein de l'alliance, coopte les meilleurs éléments de l'aile gauche, confirme l'entente cordiale avec les Afrikaners et utilise le populisme africaniste de Julius Malema comme soupape pour les milieux populaires. Le tout pour gouverner au centre et rassurer à l'extérieur³⁷ !

Cependant, alors que la tâche du gouvernement sud-africain précédent était de réconcilier le développement social et la croissance économique, la tâche du gouvernement actuel est de lutter contre la crise économique et d'apporter des réponses convaincantes aux problèmes structurels du pays. Il risque d'être pris au piège de ses propres promesses sociales. Il va devoir trouver les ressources financières pour accélérer la réforme foncière, créer un système national d'assurance santé et assurer la gratuité de 60 % des écoles dans un pays où le nombre de bénéficiaires des aides sociales croît et où le nombre de contribuables reste stable³⁸. Et surtout il risque

³⁷ Quelques jours après l'élection de Jacob Zuma, Matthews Phosa, le très efficace trésorier de l'ANC, fut dépêché à Londres pour rencontrer les conseillers de Gordon Brown et les milieux d'affaires britanniques dans une logique d'apaisement.

³⁸ Les bénéficiaires de l'aide sociale sont passés de 5,8 à 12 millions entre 2000 et 2008, tandis que le nombre de contribuables est resté stable à 4 millions.

d'être pris entre le marteau et l'enclume, entre la COSATU et le COPE, c'est-à-dire entre une critique africaine de gauche et de droite. Cette situation inédite est porteuse de dérives démagogiques qui ont d'ores et déjà une limite temporelle (la Coupe du Monde de Football en 2010 : sur cet événement, l'Afrique du Sud joue sa réputation internationale) et une limite juridique. Compte tenu du mode d'accession au pouvoir de Jacob Zuma et de sa saga judiciaire, il sera toujours soupçonné de vouloir contrôler le pouvoir judiciaire et ses actes dans ce secteur seront scrutés. Il est primordial que cela ne devienne pas son faux pas originel, comme le sida avait été celui de Thabo Mbeki.

Annexe

Les forces politiques sud-africaines

<p>Congress of South African Trade Unions (COSATU)</p>	<p>Formée en 1985, la COSATU est la plus grande centrale syndicale sud-africaine. D'obédience socialiste, elle a participé à la lutte contre l'apartheid aux côtés de l'ANC et fait partie de l'alliance gouvernementale. Certains de ses membres sont devenus ministres en 1994 et elle a joué un grand rôle dans la conception de la première politique du gouvernement Mandela (reconstruction and development program). Mise à l'écart par Thabo Mbeki qui prônait un agenda économique libéral, la COSATU est devenue la principale force politique s'opposant à lui et a soutenu Jacob Zuma. Après sa victoire, elle a obtenu plusieurs postes gouvernementaux (notamment celui de ministre du développement économique) mais continue à exprimer ses critiques à l'égard de l'ANC.</p>
<p>United Democratic Movement (UDM)</p>	<p>Bien que créé après l'apartheid (1997), l'United Democratic Movement est l'héritier de ce régime politique dans la mesure où ces deux pères fondateurs (Bantu Holomisa et Roelf Meyer) ont fait l'essentiel de leur carrière dans l'Afrique du Sud de l'apartheid et n'ont pas été capables de renouveler leur image (Roelf Meyer était issu du Parti National tandis que le général Bantu Holomisa a dirigé le Bantustan du Transkei). L'UDM a été considérablement affaibli par le départ de Roelf Meyer et de plusieurs de ses députés qui ont rejoint les rangs de l'ANC.</p>
<p>South African Communist Party (SACP)</p>	<p>Un des plus vieux partis d'Afrique du Sud, le SACP a été banni en 1950, puis de nouveau autorisé en 1990. Ses membres ont joué un rôle clé durant la clandestinité dans les structures de l'ANC en exil. Réputé pour être un parti d'intellectuels, le SACP a fourni ses meilleurs cadres à l'ANC (Govan Mbeki, le père de Thabo Mbeki, Joe Slovo, Chris Hani, etc.) et entretient depuis l'époque de la lutte anti-apartheid une relation quasi fusionnelle avec l'ANC. Il fait partie de l'alliance avec la COSATU et l'ANC, obtient toujours des postes ministériels et, malgré les spéculations et rumeurs d'autonomisation, ses membres sont élus sur les listes de l'ANC. Lors des tensions entre Jacob Zuma et Thabo Mbeki, le SACP a pris fait et cause pour le premier.</p>

Freedom Front Plus	Ce parti est l'héritier du Freedom Front du général Constand Viljoen. Appartenant à la mouvance des partis d'extrême droite afrikaner, cette formation qui vise la défense des intérêts afrikaners est passée de 2,2 % à 0,83 % des suffrages de 1994 à 2009. Son dirigeant, Pieter Mulder, a été nommé vice-ministre de l'Agriculture par Jacob Zuma.
Democratic Alliance (Alliance démocratique)	Héritier du Parti démocratique, ce mouvement connaît une progression remarquable malgré son changement de leader. Tony Leon a, en effet, cédé la place à Helen Zille en 2007 après avoir réussi à concilier son électorat traditionnel (les anglophones blancs) avec son nouvel électorat (les Afrikaners). Cela a permis à l'Alliance démocratique de passer de 10 à 50 députés de 1994 à 2004 et de devenir la première force d'opposition. Son programme politique prône le libéralisme économique et un strict constitutionnalisme.
Inkatha Freedom Party	Créé dans les années 1970 comme un mouvement de défense et de promotion de la culture zouloue, l'Inkatha de Mangosuthu Buthelezi est rapidement devenu une force politique avec laquelle compter dans l'Afrique du Sud de l'apartheid. En désaccord avec la lutte armée de l'ANC contre le régime de Pretoria, l'Inkatha a accepté le système des bantustans, s'est vu accorder la direction du kwaZulu et s'est trouvé engagé dans une lutte sans merci avec l'ANC dans l'East Rand et au Natal. Les plus grandes violences ont été commises lors des affrontements entre les militants de ces deux partis. Après avoir menacé de faire échouer les négociations qui ont mis fin à l'apartheid, l'Inkatha a été invité à rejoindre le gouvernement par Nelson Mandela en 1994 et ne l'a quitté que lors du second mandat de Thabo Mbeki.
Pan Africanist Congress (PAC)	Le PAC résulte de la scission de Robert Sobukwe et d'autres membres de l'ANC (1958) qui contestaient la politique multiraciale du parti de Nelson Mandela. Adeptes du slogan « Africa for Africans », ils rejetaient la Freedom Charter et rejoignaient les positions panafricanistes de Tom Mboya et Kwame Nkrumah. Interdit en 1960 après le massacre de Sharpeville, le PAC fut de nouveau autorisé en 1990 mais refusa d'abandonner la lutte armée et commit plusieurs attentats anti-blancs entre 1990 et 1993. Lors des élections de 1994, il ne reçut qu'1,8 % des suffrages et son audience n'a cessé de diminuer depuis.
Azanian People's Organisation (AZAPO)	Dans la filiation de la <i>Black Consciousness</i> , cette organisation fut créée en 1978 avec comme programme la création d'un État socialiste dirigé par des Africains (Azania). Sa radicalité l'a toujours marginalisé au sein de l'électorat africain et ses multiples divisions l'ont rendu largement inopérant en tant que parti politique.

Bibliographie

Dawes N, Tabane R, Ludman B, *A to Z of SA Politics*, Jacana Media, Auckland Park, 2009.

Economic Crisis Response Team, août 2009

Parsons R, *Zumanomics, Which Way to Share Prosperity in South Africa ?* Jacana Media, Auckland Park, 2009

Russell A, *After Mandela, The Battle for the Soul of South Africa*, Hutchinson, London, 2009.

Southall R, Daniel J, *Zunami*, Jacana Media, Auckland Park, 2009.

Vircoulon Th, Perrot C, Prum M, *L'Afrique du Sud à l'heure de Jacob Zuma*, L'Harmattan, Paris, 2009.